

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/14

10 mai 1996

(96-1838)

ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENTS
17 avril 1996

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard le 17 avril 1996

Président: M. Celso Lafer (Brésil)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Etats-Unis - Mesures affectant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes	1
- Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde	1
2. Etats-Unis - Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés	4
- Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde	4
3. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux - Désignations proposées	6
4. Turquie - Mesures concernant les importations de produits textiles et de vêtements	7
- Déclaration de Hong Kong	7
1. <u>Etats-Unis - Mesures affectant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes</u>	
- <u>Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde (WT/DS32/1)</u>	

Le Président a rappelé que l'ORD avait examiné cette question à sa réunion du 27 mars et était convenu d'y revenir à la présente réunion.

Le représentant de l'Inde a rappelé que tous les détails pertinents concernant cette question avaient été exposés dans le document WT/DS32/1 distribué le 15 mars 1996 et qu'il avait fait une déclaration à ce sujet à la réunion de l'ORD du 27 mars.¹ A cette réunion, les Etats-Unis n'avaient pas consenti à l'établissement d'un groupe spécial et l'Inde avait demandé que l'ORD convoque une réunion conformément à la note de bas de page 5 relative à l'article 6:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'intervenant a regretté que, depuis le 27 mars, il n'y ait eu aucun changement concernant la limitation unilatérale que les Etats-Unis appliquaient depuis un an à la catégorie 435. Le 27 mars, les Etats-Unis avaient fait une déclaration dans laquelle ils avaient mentionné, entre autres choses, que "il y avait plusieurs mois, sur la base de cette évolution, les Etats-Unis ont acquis la conviction que la limitation visant la catégorie 435 n'était plus nécessaire. Nous avons demandé

¹WT/DSB/M/13.

des consultations avec l'Inde et indiqué que nous souhaitions que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de ces entretiens bilatéraux". Les Etats-Unis avaient également signalé ce qui suit: "en conséquence, nous ne sommes pas en mesure de nous associer à un consensus à la présente réunion concernant l'établissement d'un groupe spécial. La responsable des négociations sur les textiles des Etats-Unis communiquera directement à son homologue la décision des Etats-Unis de supprimer la limitation visant la catégorie 435". A la réunion de l'ORD du 27 mars, l'Inde avait indiqué qu'elle doutait de la nécessité pour les Etats-Unis, s'ils avaient acquis la conviction il y avait plusieurs mois que la limitation visant la catégorie 435 n'était plus nécessaire, de tenir des consultations avec l'Inde avant le retrait de la limitation. Ultérieurement, dans une communication datée du 15 avril 1996 que la responsable des négociations sur les textiles des Etats-Unis avait adressée à son homologue en Inde, il avait été indiqué, entre autres choses, que: "lors de l'examen de cette mesure par l'OSpT, j'ai accepté d'examiner les données futures sur les importations de la catégorie 435 en vue de supprimer la mesure de sauvegarde si l'évolution économique le justifiait. Dans un premier temps, les tendances des importations ont continué à s'aggraver et il n'a pas été possible de supprimer la limitation. Cette limitation étant appliquée depuis près d'un an à la date du 18 avril, les Etats-Unis doivent donner pour instruction à l'administration des douanes du pays de maintenir la limitation en vigueur pendant encore un an. C'est pourquoi j'espérais vous rencontrer plus tôt." La communication signalait ensuite que: "lors de l'examen des données économiques les plus récentes concernant cette catégorie, nous avons conclu que cette limitation pouvait être supprimée. Toutefois, comme vous le savez et comme les Etats-Unis l'ont déclaré à la réunion de l'Organe de règlement des différends du 27 mars, c'est une question que j'avais l'intention de soulever avec vous au niveau bilatéral. Si aucune solution mutuelle n'est trouvée, je suis disposé à maintenir la limitation en place et à défendre la mesure de sauvegarde devant un groupe spécial chargé du règlement des différends sur la base des renseignements dont je disposais concernant la catégorie 435 au moment de l'examen de la question par l'OSpT." A la réunion du 27 mars, l'Inde avait fait observer que l'absence de consensus sur cette question avait indiqué que l'OSpT n'avait pas déterminé que cette mesure était justifiée, et que la mesure n'avait donc pas été justifiée au titre des dispositions de l'article 6 sur l'Accord sur les textiles et les vêtements. Comme les Etats-Unis avaient une vue différente de l'article 6 et que, sur la base des données disponibles, l'Inde estimait que la mesure des Etats-Unis n'avait pas été justifiée, elle avait donc demandé l'établissement d'un groupe spécial. L'Inde reconnaissait pleinement les droits des Etats-Unis de défendre la mesure de sauvegarde devant un groupe spécial. Toutefois, il était nécessaire de souligner certains points spécifiques préoccupants au sujet de cette question.

Premièrement, à la réunion de l'ORD du 27 mars, les Etats-Unis avaient fait une déclaration sans équivoque indiquant qu'ils avaient acquis la conviction, il y avait plusieurs mois, que la limitation visant la catégorie 435 n'était plus nécessaire. Les Etats-Unis avaient également mentionné que la responsable des négociations sur les textiles des Etats-Unis communiquerait à son homologue la décision des Etats-Unis de retirer la limitation visant la catégorie 435. Ce que la responsable des négociations sur les textiles des Etats-Unis avait déclaré dans sa communication n'était pas exactement conforme à ce qui avait été déclaré à cette réunion. L'intervenant ne voulait pas contester l'introduction par les Etats-Unis de la limitation visant cette catégorie, mais il regrettait vivement la déclaration trompeuse faite par les Etats-Unis à la réunion de l'ORD du 27 mars. Il a rappelé qu'à la fin de cette réunion, il n'avait pas répondu aux délégations qui avaient demandé pourquoi l'Inde n'avait pas retiré sa demande d'établissement d'un groupe spécial après la déclaration des Etats-Unis. Selon lui, une telle déclaration inexacte faite devant l'ORD n'était ni compatible avec le rang de cet organe ni propre à assurer son bon fonctionnement.

Deuxièmement, il s'inquiétait du fait que, ayant conclu "il y avait plusieurs mois" qu'une limitation n'était plus nécessaire et ayant fait une déclaration à cet effet devant l'ORD, un pays importateur maintenait sa limitation. Il soulevait ce point indépendamment de la justification ou de l'absence de justification de la mesure des Etats-Unis au moment où elle avait été prise et où une nouvelle limitation avait été introduite. Il se demandait si un pays importateur pouvait maintenir une limitation

tout en reconnaissant qu'elle n'était plus nécessaire, même en supposant que la mesure était justifiée au départ. L'article 6:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements disposait que les sauvegardes transitoires devaient être appliquées avec la plus grande modération possible. Aux termes de l'article 6:12 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, un Membre pouvait maintenir les mesures auxquelles il avait recouru conformément à ces dispositions pendant un maximum de trois ans. Ce délai était le même, que la limitation soit appliquée unilatéralement ou convenue bilatéralement. Dans le cas présent, un pays importateur avait déclaré devant l'ORD qu'il avait le droit de maintenir une limitation unilatérale même après être arrivé à la conclusion, de nombreux mois auparavant, qu'il ne considérait pas cette limitation nécessaire. C'était une interprétation très étrange de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Il incombait à l'ORD de décider collectivement de la manière de traiter cette situation.

Troisièmement, l'Inde se préoccupait du fait que les Etats-Unis avaient traité chaque question concernant les textiles comme étant purement bilatérale alors que l'Accord sur les textiles et les vêtements - accord multilatéral - était entré en vigueur le 1er janvier 1995. Depuis lors, ce dont l'Inde s'était le plus plaint concernant ce qui se passait dans le domaine des textiles avait été qu'à chaque stade on s'efforçait de saper le multilatéralisme et de promouvoir le bilatéralisme. A plus d'une occasion et dans plus d'une enceinte, de vives préoccupations avaient été exprimées à ce sujet par les pays exportateurs. Maintenant, on disait à l'Inde que, pour que soit retirée la limitation dont le pays importateur estimait qu'elle n'était pas nécessaire, il fallait tenir des consultations bilatérales. L'Accord sur les textiles et les vêtements prévoyait des consultations bilatérales avant l'introduction d'une limitation mais, pour les Etats-Unis, des consultations semblaient nécessaires pour retirer la limitation. A la réunion de l'ORD du 27 mars, l'Inde avait signalé que les Etats-Unis cherchaient probablement à obtenir une concession importante en échange de la suppression de la limitation visant la catégorie 435 même après être arrivés à la conclusion que le maintien de cette limitation n'était pas nécessaire. Précédemment, dans d'autres enceintes, l'Inde avait fait observer qu'un grand nombre de demandes, y compris des demandes dont le pays importateur lui-même savait qu'elles étaient totalement injustifiées, étaient présentées délibérément afin d'exercer une pression sur les pays exportateurs pour les amener à accepter certaines des limitations, en donnant l'impression que les limitations visant d'autres catégories étaient supprimées. En d'autres termes, les Etats-Unis offraient de retirer gracieusement une limitation injustifiée si le pays exportateur applaudissait et acceptait une autre limitation injustifiée. L'Inde avait l'impression que c'était ce qui était appelé par euphémisme "solution mutuelle" dans la lettre des Etats-Unis datée du 15 avril. De l'avis de l'Inde, cela n'était conforme ni à la lettre ni à l'esprit de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Ce qui préoccupait beaucoup l'Inde concernant le fonctionnement de l'OSpT, c'était que, au lieu de se prononcer sur le bien-fondé de chaque limitation prise individuellement, comme on pouvait l'escompter sur la base de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'OSpT paraissait encourager ce qui était dénommé "solution mutuelle", impliquant des concessions réciproques. Cette approche, outre qu'elle était contraire à la lettre et à l'esprit de l'Accord sur les textiles et les vêtements, incitait les pays importateurs à présenter davantage de demandes de consultations que ce qu'ils considéraient eux-mêmes justifié. L'intervenant espérait que l'ORD comprenait la difficile situation dans laquelle il se trouvait à la présente réunion, c'est-à-dire qu'il ne savait pas s'il devait croire la déclaration faite par les Etats-Unis à la réunion de l'ORD du 27 mars ou la communication adressée à l'Inde le 15 avril. Se prévalant de ses droits, l'Inde souhaitait demander l'établissement d'un groupe spécial si les Etats-Unis ne s'engageaient pas explicitement et sans conditions, à la présente réunion, à retirer la limitation visant cette catégorie avec effet immédiat.

Le représentant des Etats-Unis a rappelé qu'à la réunion de l'ORD du 27 mars sa délégation avait fait observer que, bien avant que l'Inde ait engagé les procédures de règlement des différends le 14 mars, les Etats-Unis avaient essayé sans succès d'organiser des consultations bilatérales pour régler cette question. La mesure de sauvegarde initiale visant la catégorie 435 était pleinement justifiée par la situation économique du moment. Bien qu'ils ne soient pas tenus de le faire aux termes de l'Accord sur les textiles et les vêtements, les Etats-Unis avaient réexaminé cette affaire en vue de retirer

la limitation. Les Etats-Unis avaient proposé de discuter du retrait de leur mesure de sauvegarde et avaient essayé à plusieurs reprises d'organiser une réunion entre les responsables des négociations sur les textiles qui étaient les représentants les plus compétents pour régler le problème de manière adéquate. Les Etats-Unis ne pouvaient pas s'opposer à un consensus sur l'établissement d'un groupe spécial à la présente réunion, mais ils regrettaient que l'Inde ne puisse pas différer sa demande pour permettre la tenue de la réunion proposée entre les deux négociateurs sur les textiles.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type prévu à l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les représentants du Canada, du Costa Rica, des Communautés européennes, de la Norvège, du Pakistan et de la Turquie ont réservé leur droit de participer aux travaux du groupe spécial en qualité de tierces parties.

L'ORD a pris note de cette information.

2. Etats-Unis - Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés
 - Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde (WT/DS33/1)

Le Président a rappelé que l'ORD avait examiné cette question à sa réunion du 27 mars et était convenu d'y revenir à la présente réunion.

Le représentant de l'Inde a rappelé que tous les détails pertinents concernant cette question avaient été exposés dans le document WT/DS33/1 distribué le 15 mars et qu'il avait fait une déclaration à ce sujet à la réunion de l'ORD du 27 mars.² A cette réunion, les Etats-Unis n'avaient pas consenti à l'établissement d'un groupe spécial et l'Inde avait demandé que l'ORD convoque une réunion conformément à la note de bas de page 5 relative à l'article 6:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'intervenant a regretté qu'il n'y ait eu à ce jour aucun changement notable concernant la limitation unilatérale qui était appliquée depuis un an. Le 27 mars, les Etats-Unis avaient regretté la décision de l'Inde de demander l'établissement d'un groupe spécial en dépit des recommandations de l'OSpT. Ce regret avait été transmis à l'Inde dans une lettre des Etats-Unis datée du 15 avril. L'intervenant a redit qu'en demandant l'établissement d'un groupe spécial, l'Inde exerçait un droit qu'elle tenait de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'Inde n'acceptait pas l'argument des Etats-Unis selon lequel, en agissant ainsi, elle compromettrait la crédibilité ou l'efficacité du processus de l'OSpT, de même que la crédibilité du système des groupes spéciaux n'était pas compromise par le fait qu'un Membre faisait appel du rapport d'un groupe spécial devant l'Organe d'appel. Comme cette question n'était toujours pas réglée, l'intervenant a demandé à l'ORD d'établir un groupe spécial. Il a ensuite appelé l'attention sur l'article 3:10 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends qui disposait, entre autres choses, que "le recours aux procédures de règlement des différends ne [devrait] pas être conçu ni considéré comme [un] acte contentieux, et que, si un différend survient, tous les Membres engageront ces procédures de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend". C'était ce que l'Inde avait l'intention de faire et elle espérait que les Etats-Unis aborderaient cette procédure dans le même esprit.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré que l'OSpT avait examiné deux fois la mesure de sauvegarde prise par les Etats-Unis à l'égard de la catégorie 440 et avait constaté, par consensus, que la limitation était pleinement justifiée. L'Inde avait le droit de demander l'établissement d'un groupe

²WT/DSB/M/13.

spécial au titre de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Toutefois, les Etats-Unis ont demandé instamment à l'Inde et aux autres Membres de réfléchir à l'opportunité d'établir un groupe spécial dans une affaire où l'OSpT avait formulé une constatation sans équivoque, en particulier dans une affaire aussi claire que celle-ci, dans laquelle l'OSpT avait examiné deux fois les circonstances et était arrivé deux fois aux mêmes conclusions. Les Etats-Unis étaient fermement convaincus que, pour que l'OSpT fonctionne efficacement, les Membres devaient tenir pleinement compte de l'article 8:9 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et s'efforcer de se conformer aux constatations et recommandations de l'OSpT. En envisageant une mesure dans le cadre de ce point, les Membres devaient noter les différences entre les décisions des groupes spéciaux chargés du règlement des différends et les recommandations de l'OSpT. L'Accord sur les textiles et les vêtements n'exigeait pas que les recommandations de l'OSpT soient adoptées par un autre organe et ne prévoyait pas non plus d'appel. Les rapports des groupes spéciaux devaient être adoptés par l'ORD et leur importance jurisprudentielle était telle qu'une procédure d'appel avait été établie à titre de sauvegarde contre des erreurs de droit. L'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements était destiné à permettre la mise en route du processus de règlement de différends si la question demeurait sans solution même après que l'OSpT eut établi d'"autres recommandations".

Le représentant de l'Inde a souhaité qu'il soit pris acte du fait qu'il ne comprenait pas pleinement la déclaration des Etats-Unis. Selon lui, ce qui était suggéré, c'était une modification fondamentale de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Toutefois, il n'a pas voulu entrer dans les détails à ce stade.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type prévu à l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les représentants du Canada, des Communautés européennes, de la Norvège, du Pakistan et de la Turquie ont réservé leur droit de participer aux travaux du groupe spécial en qualité de tierces parties.

Le représentant de la Norvège a dit que son pays ne contestait pas le droit de l'Inde de demander l'établissement d'un groupe spécial. Toutefois, la Norvège craignait que, l'OSpT étant parvenu deux fois à un consensus sur cette question, cette demande ne compromette l'efficacité et l'autorité de l'OSpT. Un autre aspect également important était que le fait de demander l'établissement d'un groupe spécial dans une situation où l'OSpT était arrivé à un consensus pouvait avoir à l'avenir des effets négatifs sur la mise en oeuvre des recommandations dans les cas où il y avait eu un consensus. La Norvège n'était pas entièrement convaincue que l'on puisse faire un parallèle entre la relation de l'OSpT avec un groupe spécial chargé du règlement d'un différend et la relation entre un groupe spécial et l'Organe d'appel.

Le représentant des Communautés européennes a partagé l'avis de la Norvège selon lequel ce différend posait une importante question de principe, qui était de savoir dans quelles conditions, lorsque l'OSpT était arrivé à un consensus, une question pourrait ensuite être contestée dans le cadre du règlement des différends. L'ORD n'était pas l'enceinte appropriée pour examiner le sujet plus en détail, mais il était évident que cette question avait une incidence sur le rôle de l'OSpT à l'OMC. Les Communautés souhaitaient examiner cette question plus à fond à un stade ultérieur, et ont clairement indiqué que, selon elles, il s'agissait d'un sujet très important à l'OMC.

La représentante du Canada a dit que son pays ne contestait pas le droit d'un Membre de porter une question devant un groupe spécial, mais était préoccupé par le fait qu'un Membre puisse simplement ne pas respecter une décision de l'OSpT prise par consensus. Le Canada espérait que le fait que l'Inde ait demandé l'établissement d'un groupe spécial ne créerait pas un précédent qui, à long terme, pourrait peut-être compromettre l'efficacité de l'OSpT.

Le représentant du Pakistan a dit que, pour son pays, cette affaire soulevait aussi des questions ayant un intérêt et des implications systémiques d'ordre général, en particulier pour ce qui concernait la communication de renseignements, le recours aux dispositions de sauvegarde transitoire de l'Accord sur les textiles et les vêtements, le fonctionnement de l'OSpT et les motifs de ses recommandations. Le Pakistan souhaitait donc se réserver le droit d'examiner les implications systémiques des questions qu'il espérait voir examiner par le groupe spécial.

Le représentant des Etats-Unis a dit que son pays notait que les questions soulevées dans chacune des demandes de l'Inde en vue de l'établissement d'un groupe spécial étaient similaires et liées. En conséquence, par souci d'économie et d'efficacité et pour assurer la cohérence des résultats dans ces affaires, les Etats-Unis suggéraient qu'un seul groupe spécial examine ces plaintes comme le prévoyait l'article 9:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. S'il n'était pas opportun de se prononcer sur cette suggestion à la présente réunion, les Etats-Unis examineraient la question avec l'Inde au cours des consultations relatives à la composition du groupe spécial.

L'ORD a pris note des déclarations.

3. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux - Désignations proposées (WT/DSB/W/21 et WT/DSB/W/24)

Le Président a appelé l'attention sur les documents WT/DSB/W/21 et WT/DSB/W/24, qui contenaient des noms additionnels que les Membres avaient proposé d'inclure dans la liste indicative conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il a proposé que l'ORD approuve les noms figurant dans ces documents.

Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il avait été utile d'avoir plus de temps pour examiner la question, qui avait été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD du 27 mars. Les Etats-Unis avaient examiné la situation dans laquelle des fonctionnaires d'autres organisations intergouvernementales étaient proposés pour figurer sur la liste indicative. Il notait qu'en règle générale, dans le cadre du GATT de 1947, les membres du personnel du Secrétariat ne faisaient pas partie de groupes spéciaux. L'une des désignations concernait un candidat qui était fonctionnaire de la Banque mondiale. Les Etats-Unis ne s'opposaient pas à cette désignation. La relation entre la Banque mondiale et l'OMC ne présentait pas nécessairement un conflit d'intérêt. Les autorités des Etats-Unis avaient examiné le curriculum vitae de la personne en question et avaient été favorablement impressionnées par ses excellents antécédents et son niveau de compétence dans le domaine de la politique commerciale. Toutefois, l'intervenant a fait observer que d'autres cas pourraient se poser dans lesquels une désignation pourrait concerner une personne qui était fonctionnaire d'une organisation intergouvernementale ayant une relation de travail étroite avec l'OMC. On pouvait mentionner par exemple le Fonds monétaire international, qui avait un rôle spécifique dans la mesure prévue par le GATT et l'AGCS. Dans ces cas, les Etats-Unis inviteraient les Membres à étudier s'il était approprié d'inclure les noms de fonctionnaires de ces organisations sur la liste indicative de personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux de l'OMC.

L'ORD a pris note de la déclaration et a approuvé les noms figurant dans les documents WT/DSB/W/21 et WT/DSB/W/24.

4. Turquie - Mesures concernant les importations de produits textiles et de vêtements
- Déclaration de Hong Kong

Le représentant de Hong Kong, prenant la parole au titre des "Autres questions", a rappelé qu'à la réunion de l'ORD du 27 mars sa délégation avait finalement obtenu confirmation de ce que des consultations avec la Turquie auraient lieu à Genève les 16 et 17 avril 1996. Hong Kong attendait maintenant que la Délégation turque lui fasse savoir si les consultations auraient lieu suivant ce que Hong Kong avait indiqué dans sa demande datée du 12 février 1996 et distribuée sous la cote WT/DS29/1, à savoir que les parties consultantes seraient uniquement Hong Kong et la Turquie. Le 20 février, la Turquie avait accepté d'engager des consultations bilatérales, mais il avait fallu un certain temps avant de trouver des dates et un lieu appropriés pour ces consultations, qui se tiendraient donc à 14h.30 le 16 avril jusqu'à 13 heures le 17 avril à Genève. Les deux parties étaient d'accord pour prolonger jusqu'au 17 avril à 13 heures le délai de 30 jours prévu à l'article 4:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Outre la lettre d'acceptation datée du 20 février, la Turquie avait communiqué une copie d'une lettre reçue des Communautés, dans laquelle ces dernières avaient exprimé le désir de participer aux consultations conformément à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends en raison de leur intérêt commercial substantiel. Le 16 avril, la Turquie et Hong Kong s'étaient réunies en présence d'un certain nombre de parties qui avaient demandé à participer aux consultations au titre de l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Toutefois, il avait été impossible de mener ces consultations étant donné que la Turquie et les Communautés n'acceptaient pas la position de Hong Kong, à savoir que seules Hong Kong et la Turquie étaient les parties consultantes et que les Communautés et les autres parties y participaient conformément à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. La Turquie avait insisté sur le fait que Hong Kong devait tenir des consultations avec la Turquie et les Communautés dans le cadre de ce qu'elle appelait un "exercice conjoint". La délégation de l'intervenant restait disponible pour engager des consultations jusqu'à l'expiration du délai prévu à cet effet. Toutefois, si ces consultations n'avaient pas lieu, Hong Kong considérerait que le délai convenu d'un commun accord prévu à l'article 4:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends était venu à expiration.

Le représentant de la Thaïlande, s'exprimant également au nom de la Malaisie et des Philippines, a appelé l'attention sur les faits nouveaux qui étaient intervenus depuis que ces pays avaient demandé à la Turquie, il y avait deux mois, de participer aux consultations. Suite à cette demande, plusieurs communications complémentaires avaient été adressées à la Turquie afin qu'une réponse soit donnée en temps voulu de sorte que les dispositions nécessaires puissent être prises pour que les délégations des capitales assistent aux consultations. Des préoccupations avaient déjà été exprimées à ce sujet à la réunion de l'ORD du 27 mars, au cours de laquelle la Turquie avait indiqué que, après avoir dûment examiné la demande de ces pays, elle leur communiquerait une réponse aussitôt que possible. Toutefois, malgré le fait qu'il ne restait pas beaucoup de temps étant donné que les consultations entre Hong Kong et la Turquie devaient se tenir les 16 et 17 avril, les efforts déployés pour obtenir une réponse de la Turquie à leur demande n'avaient pas abouti. Cette réponse avait été reçue moins de 24 heures avant que les consultations aient lieu, ce qui faisait douter du désir de la Turquie d'engager des consultations de bonne foi. En outre, la réponse de la Turquie n'indiquait pas clairement si les parties requérantes avaient été admises à participer aux consultations au titre de l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Lorsque des éclaircissements supplémentaires avaient été demandés, la Turquie n'avait pas été explicite et avait suggéré que ces pays participent aux consultations en qualité d'observateurs. L'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends ne donnait pas au Membre auquel la demande était adressée la liberté d'accorder le statut d'observateur aux parties demandant à participer aux consultations. Lors des consultations qui avaient eu lieu jusqu'alors, la Turquie n'avait pas encore pleinement et clairement abordé la question de leur statut au regard de l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Compte tenu de cette évolution

et de ces difficultés, les délégations susmentionnées souhaitent réserver tous leurs droits concernant cette question au titre de l'Accord sur l'OMC.

Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation souhaitait s'associer à la déclaration faite par Hong Kong. Il a rappelé que, le 22 février 1996, l'Inde avait demandé à participer à ces consultations au titre de l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends car elle avait un intérêt commercial substantiel dans cette affaire. Après maints rappels, l'Inde avait reçu une confirmation orale de la Turquie, le 12 avril 1996, indiquant que sa demande de participation aux consultations avait été acceptée. Cela laissait très peu de temps à l'Inde pour participer aux consultations prévues pour les 16 et 17 avril 1996. Il était regrettable que les consultations se trouvent dans une impasse à cause d'une question de procédure. Ni le Mémoire d'accord sur le règlement des différends ni l'article XXII du GATT de 1994 ne permettait à un Membre d'acquiescer soudainement le droit de mener ces consultations comme un "exercice conjoint". La délégation de l'intervenant réservait ses droits au titre de l'Accord sur l'OMC concernant cette question.

Le représentant du Pérou a appuyé la déclaration faite par la Thaïlande. Il a rappelé que, le 21 février 1996, le Pérou avait demandé à participer aux consultations demandées par Hong Kong avec la Turquie. Toutefois, la réponse de la Turquie reçue le 15 avril 1996 indiquait qu'il fallait évaluer l'intérêt commercial substantiel du Pérou en la matière. Le Pérou avait participé aux consultations qui avaient eu lieu le 16 avril avec le traitement non officiel d'observateur. Dans ce contexte, le Pérou se réservait le droit de participer aux consultations conformément à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le représentant de la Turquie a dit qu'une série de consultations avaient eu lieu le 16 avril 1996 au sujet des mesures prises par son pays pour adapter sa politique commerciale dans le secteur des textiles et des vêtements à la suite de l'établissement de l'union douanière avec les Communautés européennes. Il a regretté que, alors que sa délégation était disposée à écouter les arguments de Hong Kong concernant le fond de la question et à trouver une solution aux difficultés que ces mesures pouvaient causer à Hong Kong, les consultations qui avaient eu lieu le 16 avril n'aient pas pu aller au-delà des questions de procédure. Les procédures prévues à l'article XXII:1 du GATT de 1994 et à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends n'avaient pas été conçues pour cette situation. La Turquie était le premier et peut-être le seul pays à avoir établi une union douanière avec les Communautés sans y adhérer en tant que membre à part entière. Les mesures qui avaient amené Hong Kong à demander des consultations n'avaient pas été prises unilatéralement par la Turquie, mais avaient été adoptées pour se conformer aux obligations découlant de l'article 12 de la Décision n° 1/95 du Conseil d'association CE-Turquie aux termes duquel la Turquie devait transposer dans sa législation nationale le Règlement n° 3030/93 des Communautés. Sans cela, la libre circulation des produits textiles et des vêtements entre la Turquie et les Communautés aurait été impossible. Etant donné que 40 pour cent des échanges commerciaux entre la Turquie et les Communautés portaient sur les textiles et les vêtements, un régime qui excluait ces produits de la libre circulation entre les deux parties de l'union douanière ne serait pas conforme à la définition communément acceptée d'une "union douanière". C'était pourquoi la Turquie et les Communautés avaient demandé à Hong Kong de reconnaître que les procédures de l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends devaient être interprétées avec un certain degré de flexibilité pour permettre aux Communautés de participer aux consultations sur le même plan que la Turquie. Donner tout autre statut aux Communautés serait méconnaître les faits susmentionnés.

Le 16 avril, la délégation de l'intervenant était venue à la réunion prête à chercher une solution aux problèmes de fond que Hong Kong allait vraisemblablement soulever. Depuis juillet 1995, peu après l'adoption des modalités d'achèvement de l'union douanière par le Conseil d'association CE-Turquie, la Turquie avait à maintes reprises demandé des consultations bilatérales avec Hong Kong au sujet des mesures prises dans le domaine des textiles et des vêtements en application de l'union

douanière. Malheureusement, et contrairement à une trentaine d'autres pays auxquels des demandes similaires avaient été adressées, Hong Kong n'a pas répondu favorablement à cette suggestion. La Turquie avait été déçue que Hong Kong, bien connue pour défendre ses intérêts commerciaux avec une efficacité sans égale, n'ait pas accepté son offre. Toutefois, la Turquie restait prête à examiner la question avec Hong Kong. Pour ce qui est des autres pays qui souhaitaient participer à ces consultations, la Turquie croyait comprendre que, aux termes de l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, seuls les pays qui avaient des intérêts commerciaux substantiels dans la question à l'examen pouvaient y participer. Aucun des pays qui avaient manifesté le désir de participer aux consultations n'avait communiqué de renseignements à l'appui de leur allégation d'intérêt commercial substantiel. Avec quelque retard, la Turquie avait proposé sans succès des consultations bilatérales à tous les pays afin d'examiner la question de leur intérêt commercial substantiel.

Le représentant du Brésil a dit que, comme les autres pays présents à la réunion du 16 avril, le Brésil considérait qu'il avait été accepté comme participant aux consultations au titre de l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation s'associait à la déclaration faite par la Turquie. Le GATT de 1947 avait été caractérisé par une approche pragmatique dont les délégations avaient été fières. Les Communautés avaient espéré que cette approche pourrait être transposée à l'OMC. Les Membres savaient que, bien que l'OMC soit devenue plus juridique, peut-être plus légaliste, il était encore nécessaire, comme dans le cadre du GATT de 1947, d'examiner les questions pratiques de manière pragmatique. Les Communautés étaient déçues de l'approche formaliste adoptée par différents participants, en particulier Hong Kong, dans une situation où une mesure avait été prise par un pays en sa qualité de partenaire d'une union douanière. En conséquence, tout changement demandé en ce qui concerne ces mesures affecterait également les intérêts de l'autre partie à l'union douanière, laquelle devait donc participer aussi aux consultations de la même manière que la partie à laquelle il était demandé de modifier ses mesures. Les Communautés pensaient qu'avec une approche pragmatique cette question pourrait être aisément résolue, même s'il était reconnu que cette situation était sans précédent et n'était pas traitée expressément dans les procédures existantes.

La représentante du Canada a dit que son pays s'associait à la déclaration faite par Hong Kong. Comme d'autres délégations, le Canada avait notifié son intérêt commercial substantiel dans cette question et avait demandé à participer aux consultations conformément à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le Canada n'avait pas reçu de la Turquie de demande l'invitant à établir son intérêt commercial et n'avait pas reçu non plus de demande l'invitant à participer aux consultations. Comme le Brésil, le Canada avait été présent aux consultations du 16 avril et considérait qu'il avait été pleinement accepté comme participant.

Le représentant de Hong Kong s'est dit déçu que les consultations menées jusqu'alors n'aient pas porté sur le fond mais il demeurait optimiste. Hong Kong n'était pas d'accord avec la déclaration faite par la Turquie, selon laquelle une série de consultations avaient eu lieu le 16 avril. En fait, le débat avait consisté seulement à établir la base des consultations conformément aux règles relatives au règlement des différends. Toutefois, cette base n'avait pas été établie. Pour ce qui était du pragmatisme et de l'approche formaliste mentionnés par les Communautés, l'intervenant a souligné qu'il ne fallait pas faire de confusion entre le pragmatisme et la tendance à agir en dehors des règles de l'OMC et entre le respect des règles d'une part et ce qui était décrit comme une approche formaliste d'autre part. Il a rappelé que, comme cela était indiqué dans le document WT/DS29/1, Hong Kong avait demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie au titre de l'article XXII:1 du GATT de 1994 et conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, au sujet de l'imposition unilatérale, par la Turquie, de restrictions quantitatives à l'importation d'une large gamme de produits textiles et de vêtements en provenance de Hong Kong à compter du 1er janvier 1996. La Turquie avait répondu, dans sa communication datée du 20 février 1996, que "suite à votre lettre

datée du 12 février 1996 ... j'ai l'honneur de vous faire savoir que nos autorités sont prêtes à engager des consultations bilatérales avec vos autorités". Enfin, l'intervenant a appelé l'attention sur le document WT/DS29/2, dans lequel il était indiqué que "conformément aux procédures énoncées à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les Communautés européennes souhaitent participer aux consultations au titre de l'article XXII:1 du GATT de 1994 demandées par Hong Kong". Il a demandé aux délégations d'examiner ces communications.

Le représentant de l'Inde a dit que, comme le Canada, son pays n'avait pas été prié par la Turquie d'établir son intérêt commercial substantiel et n'avait pas non plus été invité à des consultations bilatérales. L'Inde considérait que sa participation aux consultations du 16 avril avait eu lieu conformément à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. L'Inde se demandait si la Turquie avait besoin d'imposer des contingents à l'égard de pays si ceux-ci n'avaient pas d'intérêt commercial substantiel.

Le représentant de la Turquie a partagé la déception de Hong Kong concernant le manque de progrès lors de la réunion du 16 avril. La Turquie restait prête à chercher des solutions à toutes les questions de fond que Hong Kong avait soulevées en relation avec l'adoption par la Turquie des normes des Communautés concernant les textiles et les vêtements par suite de l'achèvement de l'union douanière. On avait encore le temps, avant l'expiration du délai prévu pour les consultations, de progresser dans ce domaine. L'intervenant ne pouvait pas accepter l'interprétation donnée par d'autres délégations concernant leur participation à la réunion du 16 avril. Si le rôle des Communautés avait été clarifié au cours de ces consultations, la Turquie aurait alors contesté la présence d'un certain nombre de pays dont l'intérêt commercial était tout à fait négligeable. En 1995, un participant n'avait réalisé aucune exportation alors que les exportations d'un autre avaient été limitées à 65 000 dollars EU. La Turquie avait cru comprendre que, comme le Canada n'exportait pas de textiles et de vêtements vers la Turquie mais maintenait un certain nombre de restrictions sur les importations en provenance de Turquie, ce pays avait retiré sa demande de participation à ces consultations. L'intervenant a donc présenté des excuses par le fait que la Turquie n'ait pas répondu à la demande du Canada en raison de ce malentendu. La participation de toute délégation à la réunion du 16 avril ne signifiait pas que la Turquie avait admis que ces délégations avaient un intérêt commercial substantiel au sens de l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le représentant de Hong Kong a dit que sa délégation restait disponible jusqu'à l'expiration du délai prévu pour les consultations afin de reprendre les consultations comme convenu initialement et conformément aux règles et procédures définies dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

L'ORD a pris note des déclarations.